



UN. LIBRARY

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

2 JUL 1957

Observations du Gouvernement français en tantqu'Autorité chargée de l'administration

UN/SA COLLECTION

Note du Secrétariat : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :Section :Pages :

- | | | |
|----|---|---|
| 1. | Pétition de M. André Njeme Nyoungou Tocko (T/PET.5/859) | 1 |
| 2. | Pétition de M. Pierre Fayep (T/PET.5/992) | 2 |
| 3. | Pétition de M. Paul Nkoho (T/PET.5/1219) | 2 |
| 4. | Pétition de M. Tonye Nguidjol (T/PET.5/1231) | 2 |

1. Pétition de M. André Njeme Nyoungou Tocko (T/PET.5/859)

Le pétitionnaire représentant des héritiers de l'ancien chef supérieur NYOUNGOU Tocko, revendique la propriété de terrains ruraux sis à Dizangué appartenant à la Société africaine forestière et agricole (SAFA).

La propriété de cette dernière Société sur laquelle portent les revendications de la famille Tocko est composée de plusieurs concessions dont les situations foncières sont différentes.

- 1) une concession de 14.303 hectares attribuée à titre définitif par décret du 20 août 1930 et dont l'immatriculation est en cours.
- 2) une concession de 235 hectares dont l'immatriculation a été demandée :
une opposition formulée par Tocko a été rejetée par la Cour d'appel le 11 octobre 1955.
- 3) deux concessions de 52 hectares 67 ares et 79 hectares 52 ares attribuées par arrêté du 24 octobre 1937 dont l'immatriculation est en cours.
- 4) une concession de 20 hectares attribuée à titre provisoire par arrêté du 12 avril 1943.
- 5) une concession de 42 hectares accordée à titre provisoire par arrêté du 30 juillet 1938 pour l'établissement de la route Edéa-Dizangué.

- 6) un terrain de 260 hectares donné à bail pour une durée de 25 ans en 1943 par le Service des domaines.

L'Autorité administrante déclare que les droits de la SAFA sur ces terrains sont indiscutables et que la procédure régulière a été suivie pour l'attribution de chacun d'eux. Elle fait remarquer que les pétitionnaires ont attendu 1955 pour formuler des oppositions et des revendications sur des terres attribuées il y a quelque quinze ans et qui à l'époque, étant en friche, ne présentaient alors pour eux aucun intérêt.

2. Pétition de M. Pierre Fayep (T/PET.5/992)

L'Autorité administrante n'a aucune observation à présenter en réponse à cette pétition dont elle ne comprend pas l'objet.

3. Pétition de M. Paul Nkoho (T/PET.5/1219)

L'Autorité administrante regrette de ne pouvoir présenter d'observations sur cette pétition, le pétitionnaire n'ayant pu être identifié faute de renseignements sur son domicile.

4. Pétition de M. Tonye Nguidjol (T/PET.5/1231)

L'Autorité chargée de l'administration n'ayant pu joindre l'auteur de la pétition qui se déclare sous maquis, regrette de ne pouvoir formuler d'observations sur sa demande.
